

Le 5 décembre 1954, M. McGeachy a fait des déclarations très nettement communistes. Le 26 décembre 1954 McGeachy disait:

Aux deux pôles de notre société humaine divisée, Washington et Moscou, la coexistence est la fin manifeste de la politique étrangère (...) la révolution sociale irrésistible qui a l'Asie pour théâtre, révolution dont le but est de supprimer la domination de l'Occident et de réaliser des changements économiques...

Tout cela est peut-être vrai, mais pourquoi diable venir nous raconter cela à Radio-Canada? Quel rapport cela a-t-il avec le Canada? Le seul effet de tels propos, c'est d'amener l'opinion publique à des sentiments pro-communistes dans cette démocratie de manière à influencer les États-Unis, par l'attitude que nous pouvons adopter à l'ONU ou ailleurs. C'est pourquoi l'attention se concentre tellement sur le Canada.

Voici ce qu'il disait le 16 janvier 1955:

Personne... ne peut défendre l'incarcération des aviateurs. C'est une méthode de hors-la-loi, qui détient un captif pour extorquer une rançon. Rendons-nous compte, toutefois, que les Nations Unies (dans cette affaire Washington est dans une large mesure responsable de la politique des Nations Unies), au service desquelles ces aviateurs combattants, traitent la Chine de la façon réservée aux hors-la-loi.

J'omets ce qui reste parce que cela ne se rattache pas à la question que nous discutons en ce moment, mais voilà encore une fois le sous-entendu portant que la Chine communiste devrait être admise. Voici ce qui s'est dit le 6 février 1955:

Bref, M. Acheson a donné à entendre que, si les communistes capturaient la Corée et Formose, les États-Unis n'en seraient pas bouleversés.

Nous savons très bien que M. Acheson a fait cette déclaration, mais nous savons aussi que M. Acheson mentait en disant cela. M. McGeachy disait:

Il est peut-être audacieux de la part d'un profane, d'une personne sans attaches militaires comme moi, de s'aventurer à émettre une opinion ici. Cependant, je suis en bonne compagnie pour dire que je ne crois pas que l'occupation de Formose soit nécessaire à la sécurité des États-Unis.

Il peut formuler ainsi sa propre opinion, mais pourquoi dire de telles sottises à tous les Canadiens? Il y a d'autres discours que cet homme prononce. Chacun des discours que j'ai entendu prononcer par J. B. McGeachy était teinté de communisme. J'aimerais savoir pourquoi ces discours sont radio-diffusés par Radio-Canada.

Je ne veux pas retenir le comité plus longtemps pour examiner ces autres sujets, mais j'aimerais poser la question suivante: qu'est-ce qu'il y a dans l'organisation de Radio-Canada qui la porte à s'émouvoir en faveur du communisme, ou quels sont ceux qui tirent les ficelles dans les coulisses de la Société?

C'est ce que nous voudrions savoir. Comment peut se motiver ce comportement de sa part, quand tous les Canadiens ont manifesté de façon aussi remarquable leur opposition au communisme?

Que pouvons-nous faire à ce propos? J'ai mentionné la question l'an dernier, mais il n'y a pas eu de changement. Je ne puis en blâmer le ministre. Je ne le blâme aucunement. Il n'a pas la moindre chance, apparemment, de diriger la Société Radio-Canada. Je doute fort qu'un Canadien ou qu'un groupe de Canadiens patriotes puissent contrôler la Société Radio-Canada telle qu'elle fonctionne actuellement. Je ne crois pas que le Parlement exerce le moindre droit de regard sur elle, en pareilles matières. A mon avis, elle a toute liberté d'action dans tous les domaines relatifs au communisme. Que doivent faire la plupart des députés pour contrôler cet organisme de manière qu'il devienne canadien au lieu d'être pro-russe? C'est ce que j'aimerais savoir. A l'égard de toutes les questions que j'ai mentionnées, Radio-Canada est aussi pro-russe que si elle était dirigée immédiatement de Moscou. Fût-elle établie à Moscou, elle ne pourrait faire de meilleur travail qu'à l'heure actuelle. Pour tous ces motifs, compte tenu de la situation terriblement dangereuse où nous sommes, et du fait qu'à l'heure actuelle c'est seulement une question de savoir si nous pouvons survivre au communisme, et dans les circonstances actuelles, je déclare qu'il faut à tout prix que cela cesse. Je le répète, je ne blâme pas le ministre. Il ne peut maîtriser cet organisme.

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur le président, la règle des 40 minutes a-t-elle été suspendue ce soir?

M. le président: Quand le temps de parole de l'honorable député sera expiré, je le lui signalerai.

M. Blackmore: Merci monsieur le président.

Je ne veux pas en dire davantage pour le moment. J'ignore s'il faudra s'organiser afin de proposer que le crédit prévu pour Radio-Canada soit réduit à un dollar et livrer une lutte vigoureuse ici à la Chambre pour ramener cet organisme à la raison. Je me demande s'il faudra prendre de telles mesures l'an prochain ou si l'on préviendra plutôt ceux qui abusent des privilèges qu'on leur a accordés au sein de cet organisme d'avoir à cesser de recourir aux tactiques néfastes et subversives qu'ils utilisent depuis plus de deux ans par rapport au communisme. C'est tout ce que j'ai à dire.